

Les commerçants jouent les prolongations

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4506 - Mardi 19 juin 2018 - Prix : 10 DA

Canicule

Les plages d'ores et déjà prises d'assaut

Page 2

Baccalauréat 2018

Plus de 700 000 candidats attendus demain

Page 3

La drogue marocaine continue de menacer le pays

Près de 11 tonnes de cannabis saisies en 4 mois



PH/DR

Les quantités de résine de cannabis et autres stupéfiants saisies ne cessent d'augmenter et les chiffres parlent d'eux-mêmes. Selon le dernier bilan de l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie (Onldt), près de 11 tonnes de kif ont été saisies durant les quatre premiers mois de l'année en cours, dont plus de 72% à l'ouest du pays.

Lire page 3

Textile

La société algéro-turque Tayal réalise sa première exportation

Page 4



Cinéma

«The Passenger» en sortie nationale

Page 13

Timide reprise et flambée des prix au lendemain de l'Aïd

Les commerçants jouent les prolongations

■ Quelques jours après l'Aïd, l'activité commerciale est toujours au ralenti. Même les commerçants en fruits et légumes ont préféré prolonger leur congé. C'est le constat dressé chaque année au lendemain des fêtes religieuses.

Par Meriem Benchaouia

A l'exception des cafés et des magasins de vêtements, tout est fermé. Se procurer une baguette de pain relève du domaine de l'impossible. La majorité de la population ne trouve pas d'explication à ce phénomène qui généralement fait son apparition après chaque fête. De Bab el Oued jusqu'à Ain Benian, en passant par Zéralda, c'est la même rengaine. Les petites bourses, notamment, souffrent le martyre quotidiennement pour espérer faire quelques emplettes. Hier, aux marchés de la capitale, seuls quelques commerçants ont étalé leurs «maigres» marchandises. «Nous sommes à peine quelques commerçants à avoir repris le travail après l'Aïd. Les autres marchands sont partis passer l'Aïd au bled avec leurs familles et ne rentreront que dans quelques jours», nous explique un vendeur de légumes. D'ailleurs, poursuit-il, «à l'approche des fêtes de l'Aïd, les gens ont pris l'habitude de faire leurs achats à l'avance». Malgré une «absence» criante de clientèle, les rares marchands de légumes ouverts n'ont pas consenti à baisser les prix. En effet, les prix de tous les produits alimentaires, dont la qualité laisse parfois à désirer, continuent d'augmenter de jour en jour. Les petites et moyennes bourses, qui espéraient une baisse, se sont vite heurtées à la dure réalité. Sur les étals des marchés de la capitale les prix restent inaccessibles. Les



Ph/E. Soraya J.A.

quelques commerçants rencontrés expliquent cette flambée par le manque d'approvisionnement. D'ailleurs, les Algériens semblent mettre un bémol à leur consommation en évitant les excès. Une simple virée dans certains marchés de la capitale nous a permis de confirmer de visu la tendance à la hausse des prix qui, a-t-on constaté, ont vertigineusement pris l'ascenseur. Ce sont les produits les plus consommés en cette période

qui ont connu une hausse vertigineuse. À l'instar de la courgette, cédée à 180 DA, la tomate entre 100 et 140 DA, le navet à 100 DA, le haricot rouge à 350 DA, le haricot vert à 250 DA, le citron entre 300 et 500DA, la carotte à 100 DA, la laitue entre 120 et 140 DA. Même la pomme de terre a connu une hausse passant de 35 à 70 DA. Les poivrons à 140 DA. L'oignon entre 60 et 80 DA. Pour ce qui est des fruits, les prix ont également

augmenté, y compris pour ceux de saison comme la pastèque affichée à 60 DA et le melon à 120 DA. La nectarine qui se vendait entre 150 et 170 DA est passée à 250, voire 300 DA. Les prix des abricots oscillent entre 160 et 220 DA selon la qualité. Alors que les pêches s'affichent à 180 DA le kg. Le coût du poulet connaît aussi une augmentation remarquable ces jours-ci, passant de 340 à 460 dinars le kilo en l'espace de quelques jours.

Les prix de la viande blanche ont connu, ces derniers jours, une nouvelle hausse inexplicable. Une situation qui, au demeurant, ne laisse pas indifférent le consommateur qui se voit privé de ces denrées qui étaient naguère à la portée des petites bourses. Ainsi, la ménagère se trouve contrainte de gérer de manière draconienne ses ressources financières en se rabattant sur d'autres produits.

M. B.

Canicule

Les plages de la capitale grouillent de monde

Déjà au premier jour de l'Aïd el Fitr, des dizaines de familles et de jeunes ont occupé les différentes plages de la capitale. Profitant ainsi du beau temps et de la canicule, les citoyens n'ont pas attendu le début de l'été pour planter leurs parasols sur les plages interdites ou autorisées à la baignade.

Des milliers de jeunes ont échangé leur gandoura contre un short et une serviette. En effet, déjà pendant le mois sacré, plusieurs jeunes et familles avaient choisi de rompre le jeûne et veiller jusqu'au s'hour à la plage. Maintenant que le ramadhan est fini, les citoyens munis de leurs parasols, un short et une serviette, ont envahi les différentes plages de la capitale. Les plages semblaient propres et bien aménagées, résultat de plusieurs campagnes de nettoyage auxquelles ont participé plusieurs associations, jeunes, à l'appel des responsables, quatre mois avant le début de la saison estivale. Pour rappel, afin d'assurer la réussite de cette saison

estivale, le ministre de l'Intérieur avait insisté sur le principe de la gratuité et la propreté des plages. Un principe qui semble ne pas être respecté sur toutes les plages à Alger, car depuis des années, l'accès à de nombreuses plages est devenu payant : que ce soit de façon directe à travers le paiement d'un droit d'entrée, ou de façon indirecte en faisant payer toute une panoplie de prestations qui conditionnent, de fait, le droit de s'installer sur la plage. Des pratiques qui s'opposent à l'accès gratuit. En l'absence d'une décision «ferme» portant interdiction ou autorisation, les squatteurs de plage ont imposé leur diklat depuis toujours. Cette fois-ci, il semble que les pouvoirs publics ont pris les devants pour mettre fin à l'anarchie qui règne sur le littoral. Bedoui rappelle que les citoyens sont libres de prendre leurs propres accessoires de plage, notamment les chaises, les parasols et les transats. Cependant, l'activité de la loca-

tion des parasols et autres accessoires reste «égale» et «tolérée», mais avec obligation d'affichage des prix. Même chose pour les parkings, avec remise obligatoire de tickets de la part des gardiens qui doivent impérativement porter un gilet de même couleur. Enfin, concernant la sécurisation de cette saison estivale, le ministre a fait état de la réactivation du «Plan bleu» de la DGSN et du «Plan dauphin» pour lequel le Commandement de la Gendarmerie nationale a mobilisé 20 000 éléments afin de garantir la sécurité des citoyens et de leurs biens au niveau de 417 plages autorisées à la baignade. En vue de «renforcer le rôle des bureaux d'hygiène, préserver la beauté des collectivités», le ministre de l'Intérieur a révélé le lancement de la première édition des caravanes de sensibilisation à la propreté de l'environnement, placée sous le slogan «Ensemble pour construire un environnement propre et une Algérie belle», en

veillant à l'installation des colonies de vacances au profit des familles venant des régions du Sud et des Hauts-Plateaux, d'autant plus qu'un montant de 300 millions de DA a été consacré, au titre de cette saison. Enfin, un concours pour la sélection de la meilleure plage au cours de cette saison sera organisé selon des «critères bien établis». Pour assurer un suivi sur le terrain à l'échelle locale, il a été décidé

l'installation d'un administrateur de plage au niveau des plages autorisées à la baignade. Le ministre a exigé des walis d'assurer «les conditions nécessaires et adéquates pour l'ouverture de nouvelles plages à travers l'aménagement des accès et l'éclairage public alimenté en énergie solaire et veiller à la décoration des communes côtières».

Thinhinene Khouchi

Colonies de vacances

200 enfants défavorisés concernés

AU MOINS 200 enfants issus des couches défavorisées de la wilaya de Tindouf bénéficieront, cet été, de colonies de vacances dans le cadre des opérations de solidarité initiées par le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et des Conditions de la femme, a-t-on appris dimanche auprès de la Direction de l'action sociale (DAS). Le premier groupe de 100 enfants rejoindra «prochainement» les plages de la wilaya d'Aïn-Témouchent par voie aérienne, via Oran, a indiqué le chef de service des activités sociales à la DAS, Sofiane Benahmed. Les futurs estivants ont accueilli favorablement cette initiative, prônée par la DAS en coordination avec de nombreuses associations locales, leur permettant de fuir quelques jours les grandes chaleurs de l'extrême sud-ouest du pays, et de profiter de camps d'été sur le littoral, de la splendeur de la mer et des paysages naturels de cette région côtière.

T. K.

La drogue marocaine continue de menacer l'Algérie

Près de 11 tonnes de cannabis saisies en 4 mois

■ Les quantités de résine de cannabis et autres stupéfiants saisies ne cessent d'augmenter et les chiffres parlent d'eux-mêmes. Selon le dernier bilan de l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie (Onldt), près de 11 tonnes de résine de cannabis ont été saisies durant les quatre premiers mois de l'année 2018, dont plus de 72% dans l'ouest du pays.

Par Louiza Ait Ramdane

Plus que jamais, le pays est inondé de drogue provenant essentiellement du Maroc voisin. Les efforts entrepris par les éléments de la gendarmerie, de la sûreté et des Douanes dans le cadre de la lutte contre ce fléau se sont soldés par des résultats tangibles, notamment en termes de saisies de quantités énormes de kif traité, de psychotropes,...

En quatre mois, un total de 10 910,983 kg de résine de cannabis ont été saisis, précise l'Office dans son rapport, se référant au bilan des services de lutte contre les stupéfiants, Gendarmerie nationale, DGSN et Douanes. Ces quantités, quoi que très élevées, sont en baisse de près de 43,12% par rapport à la même période de l'année dernière. Les raisons de cette baisse, selon la même source, sont

dues au renforcement du dispositif sécuritaire au niveau des frontières. Le centre et l'est du pays sont moins touchés par ce trafic. L'Office signale que 3,38% dans la région Centre et 2,21% dans l'Est du pays, tandis que 22,18% des quantités saisies ont été enregistrées dans la région sud du pays.

Concernant les drogues dures, la quantité d'héroïne saisie a fortement baissé, reculant de 193,353 grammes à 17,526 grammes durant la période de référence, soit une baisse de 90,94%, selon le même bilan. La quantité de cocaïne saisie a également baissé de 44,59% passant de 3 079,138 grammes à 1 706,096 grammes durant cette période. En revanche, les saisies de psychotropes ont connu une augmentation de 25,5%, passant de 467 324 à 586 904 comprimés durant cette même période, dont 13,2% saisis à l'Ouest

du pays. Les saisies importantes, opérées par les services en charge de la lutte contre la drogue, notamment le kif traité, reflètent les efforts déployés par les différents services de sécurité pour lutter contre ces fléaux qui prennent, ces derniers temps, des proportions de plus en plus grandes.

Concernant les arrestations des personnes impliquées, les investigations des services concernés ont permis l'interpellation de 18 149 individus impliqués dans des affaires liées à la drogue, dont 90 étrangers et 355 personnes en fuite. Le rapport a relevé que le nombre de personnes impliquées est en hausse de 32,76%. Les données de l'ONLDT révèlent également que parmi les personnes impliquées, 3 503 sont des trafiquants alors que 9 396 sont des usagers de résine de cannabis, 2 828 des trafiquants de substances psy-



chotropes et 2 293 des usagers. S'agissant du trafic des drogues dures, il concerne 59 trafiquants et 32 usagers de cocaïne et 9 trafiquants et 14 usagers d'héroïne. Durant les quatre premiers mois de l'année en cours, 14 091 affaires ont été traitées, en hausse de 34,35%

par rapport à la même période de l'année 2017. Sur le total de ces affaires traitées, 3 618 sont liées au trafic de drogue, 10 462 autres à la détention et à l'usage de drogues, et 11 affaires à la culture de la drogue, conclut la même source.

L. A. R.

Baccalauréat 2018

Plus de 700 000 candidats attendus demain

Plus de 700 000 candidats entameront à partir de demain les épreuves du baccalauréat session 2018 et dont les résultats seront annoncés avant la mi-juillet prochain. Nouria Benghebrat, ministre de l'Education nationale, donnera le coup d'envoi des épreuves de cet examen de cinq jours (du 20 au 25 juin), depuis les wilayas de Khenchla et de Tébessa.

D'après les statistiques fournies par le ministère, le nombre global des candidats aux épreuves du baccalauréat s'élève à 709 448 candidats, soit en baisse de 7,3% par rapport à l'année écoulée qui a enregistré 761 701. A cette occasion, 260 000 encadreurs seront mobilisés au niveau des centres d'examen et de regroupement et codage et de correction, et ce, parmi 600 000 encadreurs mobilisés pour les trois examens nationaux, répartis entre personnel administratif, enseignants et professionnels à travers 18 500 centres.

Dans ce cadre, la ministre de l'Education nationale avait rassuré les candidats que les mesures prises lors des précédentes sessions seront reconduites cette année, avec la possibilité de choix entre deux sujets dans chaque matière en plus de l'octroi de 30 minutes supplémentaires au temps légal imparti à chaque épreuve.

Parmi les mesures prises cette année pour sécuriser le baccalauréat et garantir sa crédibilité, plusieurs secteurs concernés se sont mobilisés pour mener à bien cette importante échéance, à commencer par le ministère de la Poste, des Télécommunications, des Technologies et du Numérique, qui avait fait part d'une «coupure de l'accès à Internet pendant une heure au début de chaque épreuve, en vue d'empêcher tout

ce qui est susceptible d'impacter négativement cet examen, outre une coupure éventuelle d'accès aux sites des réseaux sociaux».

Le ministère de l'Education nationale appliquera, pour sa part, les mêmes mesures prises lors des sessions précédentes, à savoir que les candidats au baccalauréat, les enseignants, les surveillants, ainsi que le personnel administratif se verront interdire l'introduction des téléphones portables, smartphones, tablettes, écouteurs et tout appareil intelligent dans les salles d'examen, et ce, pour prévenir la fraude. Le ministère avait mis en garde qu'il appliquera les sanctions prévues en cas de fraude, à savoir 3 ans d'exclusion pour les candidats scolarisés et 5 ans pour les candidats libres. A ce titre, le ministère a décidé cette année l'interdiction des visites officielles aux centres d'examen pour superviser l'ouverture des enveloppes contenant les sujets des épreuves pour ne pas déstabiliser les candidats et sécuriser les épreuves. Ces mesures interviennent pour éviter le scénario de la session 2016 qui a été marquée par la fuite des sujets sur les réseaux sociaux avant le début des épreuves, ainsi que celle de 2017 où certains sujets ont été diffusés après 15 minutes du début des examens.

Entre autres mesures, figure également un plan approuvé par le ministère de l'Intérieur visant à assurer les lieux d'examen, notamment par l'installation d'appareils de brouillage et de caméras de surveillance et d'enregistrement au niveau des centres d'impression des sujets du baccalauréat et ceux de conservation, outre l'interdiction d'entrée des véhicules aux centres d'examen. Concernant les absences et retards, le ministère a appelé tous les candidats à rejoindre les salles d'examen une demi-heure

au moins avant le début des épreuves, soulignant que tout retard au-delà de l'heure fixée (9h00) «privera le candidat d'y participer».

Plan spécial des services de sécurité

Pour sa part, le commandant général de la Gendarmerie nationale a mis sur pied un plan sécuritaire spécial en coordination avec le ministère de l'Education nationale en vue d'assurer le bon déroulement de ces épreuves et ce, par la sécurisation des centres d'examen et leur entourage, à travers son territoire de compétence, et l'accompagnement et la protection de l'acheminement des sujets à partir des Directions de l'éducation jusqu'aux centres d'examen. Il s'agit également d'assurer la protection et l'accompagnement des sujets transportés par voie aérienne vers les centres d'examen dans les régions du Sahara et du Grand Sud et d'assurer aussi le transport des copies à partir des centres d'examen vers les Directions de l'éducation puis vers les centres de correction.

La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a, de son côté, mobilisé pour cette session 18 000 policiers pour sécuriser 208 centres d'examen sur un total de 2 416 et 14 centres de regroupement sur un total de 18 ainsi que 70 centres de correction. Quant à la Direction générale de la Protection civile, elle a mis en place un plan pour le bon déroulement de cet examen dont les résultats seront annoncés vers le 11 ou 12 juillet prochain.

Pour rappel, le baccalauréat de l'année précédente, rappelé-t-on, a été marqué par la tenue de deux sessions, ordinaire et exceptionnelle, en raison du grand taux d'absences enregistré. La session exceptionnelle,

organisée du 13 au 18 juillet de l'année dernière sur instruction du Président Bouteflika, a concerné 104 036 candidats au niveau national, dont 10 082 scolarisés et 93 954 libres. Le taux global de réussite au baccalauréat session 2017 a atteint 56,07%.

Débat sur la réforme du baccalauréat «à l'ordre du jour»

Par ailleurs, s'agissant de la réforme du baccalauréat, Benghebrat affirme que le débat «se poursuit toujours», ajoutant que les rencontres prévues avec le partenaire social pour la présentation de propositions concernaient l'aspect organisationnel du baccalauréat.

En effet, invitée dimanche soir de l'émission «Hiwar Essaa» (Débat de l'heure) de la Télévision algérienne, Benghebrat a précisé que le «débat sur le projet de réforme du baccalauréat, soumis deux fois au gouvernement depuis 2016, se poursuit toujours», ajoutant que les rencontres prévues avec le partenaire social (syndicats, associations de parents d'élèves) pour la présentation des propositions concernaient «l'aspect organisationnel et non le contenu». Elle a fait savoir que la réduction du

nombre de jours des épreuves du baccalauréat «nécessite de prendre en compte l'évaluation continue de l'élève à partir de la 2^e année secondaire, en accordant la priorité aux épreuves écrites de l'examen du baccalauréat pour éviter de gonfler les notes de l'élève lors de l'évaluation continue».

Le ministère de l'Education nationale avait présenté des propositions relatives à la réforme de l'examen du baccalauréat, à l'issue d'un atelier national portant sur ce thème et des réunions entre les représentants du ministère et les partenaires sociaux en collaboration avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. Il s'agit, entre autres, de la réduction du nombre de jours de l'examen de 5 à 3, avec deux matières par jour, de la méthode de correction, de notation et d'évaluation, du coefficient et du principe de graduation dans la réforme. Concernant la préparation de l'année scolaire 2018-2019, M^{me} Benghebrat a indiqué que les inscriptions et la distribution des livres scolaires débiteront fin juin en cours, coïncidant avec la manifestation «La semaine de l'Ecole», prévue du 25 au 30 du mois en cours.

L. N.

BEM 2018

Un taux de réussite de 56,88% au niveau national

LE TAUX de réussite aux épreuves du Brevet d'enseignement moyen (BEM) a atteint 56,88% au niveau national, a annoncé avant-hier Nouria Benghebrat, qui a qualifié ce taux d'«acceptable» par rapport à l'année précédente. Avec plus de précisions, elle a indiqué que le taux de réussite chez les filles a atteint 58,20%, saluant dans ce sens leur assiduité. Les élèves qui obtiennent une moyenne égale ou supérieure à 10/20 accéderont automatiquement en classe de première année secondaire sur la base de la moyenne décrochée à l'examen national et celle de l'évaluation continue de l'année.

L. N.

Textile

La société algéro-turque Tayal réalise sa première exportation

■ La société mixte algéro-turque des textiles Tayal a effectué récemment sa première opération d'exportation de produits semi-finis vers la Turquie, a indiqué, hier, un communiqué du ministère de l'Industrie et des Mines.

Par Walid B.

Il s'agit d'une exportation de 25 tonnes de filés coton, réalisée le 15 juin en cours à partir du port d'Oran, a

Opep et non Opep à Vienne le 21 juin

Guitouni à la 9^e réunion du JMMC

MUSTAPHA GUITOUNI, ministre de l'Energie, prendra part à la 9^e réunion du Comité conjoint de monitoring Opep et non Opep (JMMC) à Vienne le 21 juin 2018, a annoncé un communiqué parvenu à notre rédaction. En cette occasion, les ministres membres du JMMC examineront le niveau de conformité des 24 pays Opep et non Opep à leurs engagements pris et consignés dans la déclaration Opep non Opep du 10 décembre 2016. Pour rappel, le JMMC est composé de quatre pays membres de l'Opep (Algérie, Arabie saoudite, Koweït et Venezuela) et de deux pays non membres de l'Opep (Russie et Oman). Le président de la Conférence (UAE en 2018) assiste également aux réunions du JMMC. En outre, M. Guitouni participera également, dans la capitale autrichienne, à la 17^e Conférence ministérielle de l'Opep le 22 juin 2018 et à la 4^e réunion ministérielle des pays Opep et non Opep le 23 juin 2018. Ceci avant d'intervenir au 7^e séminaire international de l'Opep qui se tiendra les 20 et 21 juin 2018 à Vienne. Ce 7^e séminaire international figure parmi les plus importants forums mondiaux d'experts dans le domaine de l'énergie. Les ministres des pays membres de l'Opep et des pays producteurs non membres de l'Opep se réuniront avec de hauts responsables d'entreprises et d'organisations internationales ainsi que des scientifiques et des experts en énergie pour discuter différentes perspectives autour du thème «Pétrole - Coopération pour un avenir durable». En cette occasion, le ministre de l'Energie évoquera les efforts soutenus de l'Algérie afin de stabiliser les marchés pétroliers à l'appui d'une économie mondiale saine et ce, en coopération avec les pays Opep et non Opep, et en privilégiant le dialogue avec les parties prenantes du monde entier. Il y a lieu de noter, à ce propos, le concours décisif du président de la République qui a rendu possible l'historique accord d'Alger du 28 septembre 2016 et dont a découlé la réussite de tout le processus actuel.

Rédaction/Communiqué

précisé la même source. Cette opération d'exportation sera renforcée «très prochainement» par d'autres opérations, en fonction de la montée en cadence de la production de ce complexe situé à Relizane et dont la première usine est entrée en production en mars 2018. Les exportations se feront également en fonction des excédents dégagés sur les ventes sur le marché national.

Implanté sur une superficie de 250 hectares, ce pôle industriel de textiles est le fruit d'un partenariat entre un des leaders du textile en Turquie Taypa et de deux filiales du groupe public algérien des textiles et cuirs Getex (C&H et l'Algérienne des textiles Texalg) et du holding public Madar (ex-Snta).

Ce projet d'envergure porte, dans une première phase, sur la réalisation de huit usines intégrées spécialisées dans la production de textiles (chemises, pantalons jeans, articles de bonneterie, finissage de tissus...) et d'une école de formation dans les métiers du textile, avec des prévisions de production annuelle de 44 millions de mètres linéaires pour le tissage, de 12 200 tonnes pour la filature et de 30 millions de pièces pour différents produits notamment les pantalons, les tricots et les chemises. Selon les prévisions, 60% de la production de ce complexe seront destinés à l'export. L'usine de filature de Tayal est entrée en production le 15 mars dernier



avec une capacité initiale de production de 30 millions de mètres/an. Quant à la deuxième phase du projet, elle portera sur la réalisation de 10 unités de production de fibres synthétiques (matière première de tissus), de linge de maison et de

tissus techniques utilisés pour la confection destinée à certaines professions. D'un coût global de 170 milliards de DA, ce projet pourrait créer jusqu'à 25 000 postes d'emploi à partir de 2020, date de la finalisation totale du complexe. Ces quantités vont

accroître les capacités du secteur de la manufacture en Algérie, notamment celui des tissus, de la confection et de l'habillement, afin de couvrir les besoins du marché national et d'aller vers l'exportation, note le ministère de l'Industrie. **W. B.**

Programmes TV durant le ramadhan

Kaouane déplore le «manque de professionnalisme»

Le ministre de la Communication, Djamel Kaouane, a déploré, hier à Alger, l'«absence de créativité» et le «manque de professionnalisme» dans les programmes des différentes chaînes de télévision privées durant le mois de ramadhan. Dans une déclaration à la presse, lors d'une visite à la Maison de la presse Tahar-Djaout, M. Kaouane a critiqué les programmes proposés par les chaînes de télévision privées durant le mois sacré, relevant notamment l'«absence de créativité». Le ministre a déploré, également, la présence de «beaucoup de violence» dans certaines émissions, en particulier les caméras cachées marquées par

«l'excès dans la production et le contenu». Il a également fait état de caméras cachées «bidonnées» et dénoncé l'«absence de professionnalisme et d'éthique». Selon M. Kaouane, la responsabilité «incombe beaucoup plus aux gestionnaires de ces médias», appelés à s'«autoréguler, à respecter la loi et à être plus professionnels à l'avenir».

Par ailleurs, le ministre a annoncé le retour du programme «Fil rouge spécial incendies de forêt» qui sera diffusé par l'ensemble des radios locales au niveau des 48 wilayas du pays, soulignant le «rôle essentiel» des médias en matière de sensibilisation dans la lutte contre les feux de forêt. Il est à

rappeler que l'opération «Fil rouge», lancée l'année dernière, constitue une passerelle de communication pour relayer toutes sortes d'informations susceptibles de contribuer à la sensibilisation contre les feux de forêt. Il est à signaler que le ministre de la Communication s'est rendu, par la même occasion, à la Maison de la presse «Abdelkader-sSafir» à Kouba où il a visité le Centre national de documentation de presse, d'images et d'information (CNPDI), le Centre international de presse (CIP) et la Société de gestion des participations de l'Etat (SGP-presse et communication).

Cérine N.

Médéa wilaya-pilote

Pose de compteurs d'eau dans les puits et forages domestiques

L'Agence nationale de gestion intégrée des ressources en eau (Agire) entamera prochainement une opération de pose de compteurs d'eau au profit des propriétaires de puits et forages domestiques à partir de Médéa, choisie comme région pilote, a annoncé le directeur local de l'Algérienne des eaux (ADE). L'Agire procèdera, au terme d'une convention cadre signée récemment avec la direction générale de l'ADE, à «l'instal-

lation de compteurs pour les particuliers disposant de puits ou de forages en vue de les intégrer dans le système comptable de l'agence», a indiqué Mahfoudh Boukarta. «La wilaya de Médéa a été choisie, à cet effet, comme région pilote de cette opération qui devrait être généralisée, plus tard, à l'ensemble du pays», a-t-il ajouté. «La consommation d'eau potable, puisée à partir de puits ou de forages particuliers et qui échappait auparavant à toute

redevance, sera comptabilisée au même titre que celle consommée par les ménages, sauf que les redevances perçues seront versées directement dans les comptes de l'Agire», a expliqué le responsable. Un recensement effectué par l'Agire a permis d'identifier pas moins de 506 puits et forages de particuliers exploités sans contrepartie financière et seront soumis, à la faveur de cette opération, à l'obligation de s'acquitter des frais de

consommation de l'eau puisée, a fait savoir le directeur local de l'ADE.

Outre l'intégration de ces utilisateurs dans le système comptable de l'agence, l'opération en question vise également à doter le secteur des ressources en eau d'un bilan hydrique précis et régulier susceptible d'aider à mieux gérer le potentiel hydrique local et l'exploiter à bon escient, a relevé M. Boukarta.

Rania D.

Pétrole

Le prix du panier de l'Opep à 72,79 dollars

■ Le prix du panier de référence du brut de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) s'est établi vendredi à 72,79 dollars, a indiqué, hier, cette Organisation sur son site web.

Par Faiza O.

Jeudi, le prix du panier de référence du brut de l'Opep était de 73,80 dollars, a précisé la même source. Introduit en 2005, le panier de référence de l'Opep comprend quatorze types de pétrole : le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Oriente (Equateur), Zafiro (Guinée Equatoriale), Rabi light (Gabon), l'Iran Heavy (Iran), Basra Light (Irak), Kuwait Export (kuwait), Es-Sider (Libye), Bonny Light (Nigeria), Qatar Marine (Qatar), Arab Light (Arabie saoudite), Murban (UAE) et le Mery (Venezuela). Les baisses de l'or noir ont terminé la semaine en baisse. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août a fini à 73,44 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE) de Londres, en baisse de 2,50 dollars par rapport à la clôture de jeudi. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat de juillet a abandonné 1,83 dollar à 65,06 dollars. En Asie, les cours du pétrole ont débuté la semaine en baisse en Asie. Le baril de «light sweet crude» (WTI), la référence américaine du brut, pour livraison en juillet, reculait de 1,21 dollar, à 63,85 dollars, alors que le baril de Brent de la mer du Nord, principale référence sur le marché mondial, pour livraison en août,

perdait 70 cents à 72,74 dollars. Les marchés s'attendent à l'annonce d'une augmentation de la production de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et de ses dix partenaires, dont la Russie, lors de leur réunion des 22 et 23 juin à Vienne. Le ministre russe de l'Energie, Alexandre Novak, cité par l'agence de presse RIA Novosti a déclaré samedi que son pays et l'Arabie saoudite «proposent d'augmenter au troisième trimestre la production de 1,5 million de barils par jour (b/j) et ensuite de regarder la situation sur le marché». «Nous le proposons seulement pour le troisième trimestre. En septembre, on regarde la situation sur le marché et on décide de la suite», a-t-il continué. «En ce moment, au troisième trimestre, il va y avoir une hausse de la demande, et c'est pour cela que ce genre de propositions sont réellement utiles», a-t-il expliqué. Pour rappel, le

rapport mensuel de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), comme celui de l'Opep publié mardi, ont déjà fait état d'une hausse de la production du premier exportateur mondial, l'Arabie saoudite. Mais d'autres membres de l'Organisation, comme l'Irak et l'Iran, se sont déjà opposés à la proposition d'augmenter la production à l'occasion de la réunion de Vienne. A noter que l'Opep et ses dix partenaires ont atteint en avril dernier un niveau de conformité record de 152%, avec leurs engagements de réduction de la production pétrolière. L'accord Opep-non Opep, conclu à Vienne entre les 14 membres de l'Organisation et 10 autres producteurs de pétrole, Russie en tête, a pour objectif de baisser le niveau de production de 1,8 million de barils par jour afin de réduire l'excédent d'offre de brut sur le marché et soutenir les prix. Cet accord, qui court jusqu'à la fin 2018, a semblé porter



ses fruits depuis un an et demi : le baril de Brent, référence sur le marché mondial, est passé d'environ 50 dollars fin 2016 à plus de 80 dollars en mai.

F. O./Agences

Fabrication de chaudières de récupération et d'échangeurs thermiques

Création d'une société algéro-coréenne

Le Groupe des industries métallurgiques et sidérurgiques (Imetal), le Groupe Sonelgaz et la Société sud-coréenne BHI Co, viennent de signer un pacte d'actionnaires pour la création d'une société mixte algéro-coréenne pour la fabrication de chaudières de récupération, d'échangeurs thermiques et des auxiliaires pour centrales électriques, a indiqué le ministère de l'Industrie et

des Mines dans un communiqué. Baptisée «BHI Algérie», cette nouvelle société est détenue à hauteur de 35% par Imetal, à 30% par Sonelgaz et à 35% par la société sud-coréenne BHI, a précisé la même source. La société sera implantée à Relizane (l'ouest du pays) dans l'unité Chaudral de l'ENCC, filiale de IMETAL. Le pacte d'actionnaires de la création de cette nouvelle société algéro-

coréenne, avait fait l'objet, jeudi 13 juin 2018, d'une validation par le Conseil des participations de l'Etat (CPE). La concrétisation de cet accord vient en application de la résolution du CPE en 2016 et en complément au projet de fabrication de turbines à gaz en Algérie, a fait savoir le communiqué, ajoutant qu'il s'agit d'un nouvel acquis technologique de «grande portée» pour le pays. **Assia D.**

Établissements économiques de l'ANP

Le décret présidentiel fixant le statut des personnels civils publié au JO

Le décret présidentiel fixant le statut des personnels civils des établissements relevant du secteur économique de l'Armée nationale populaire (ANP) a été publié au dernier numéro du Journal officiel. Le texte définit les droits et obligations de ce personnel qui «ne doit en aucun cas adhérer à un parti ou à une association à caractère politique, exercer une activité politique, organiser, participer ou inciter à la grève».

Le même décret fixe les conditions de recrutement, le contrat de travail et sa durée, les repos, congés et absences, les différentes positions du personnel civil économique (la position d'activité, de détachement, de mise en disponibilité, et de service national).

Le décret fixe également le règlement intérieur (hygiène, sécurité et médecine de travail), et une discipline pour une prévention et un règlement des différends individuels de travail dans lequel il est stipulé que «tout manquement aux obligations professionnelles, toute atteinte à la discipline, toute faute ou irrégularité commise par un personnel civil économique dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions constitue une faute professionnelle et expose son auteur à une

sanction disciplinaire sans préjudice, le cas échéant, de poursuites pénales». Dans le chapitre dédié aux prestations de

sécurité sociale et de retraite, le texte indique que le personnel civil économique bénéficie des prestations de sécurité sociale et

de retraite, conformément à la législation et à la réglementation en vigueur et qu'il bénéficie aussi de l'accès aux soins dispensés

par les structures hospitalières relevant du ministère de la Défense nationale.

Malek B.

Japon

Le déficit commercial en forte hausse en mai

Le Japon a accusé en mai un déficit commercial en forte hausse à cause d'un bond de la facture énergétique et de l'importation d'avions américains, mais les exportations ont continué à augmenter à un rythme soutenu malgré les tensions commerciales. Le solde s'est établi le mois dernier à -578,32 milliards de yens (-4,4 milliards d'euros), bien plus que ce que prévoient les analystes interrogés par l'agence Bloomberg (-205 milliards), contre -204,4 milliards un an

plus tôt, selon des statistiques publiées hier par le ministère des Finances. L'excédent commercial avec Washington s'est ainsi réduit de 17,3% à 340,7 milliards de yens. Globalement, les exportations japonaises, principal moteur de croissance de la troisième économie du monde, ont progressé de 8,1% en mai à 6 323,3 milliards de yens, signant leur 18e mois de hausse d'affilée. Les importations japonaises ont quant à elles bondi de 14% à 6 901,6 milliards de

yens. Outre l'achat d'avions américains, elles ont été gonflées par le renchérissement des matières premières (+16%), pétrole (+28,6%) et produits pétroliers (+26,9%) sur fond de hausse des cours de l'or noir. En dehors des Etats-Unis, le Japon a accru son excédent commercial avec l'Asie (+13,2%), aidé par la baisse de son déficit avec la Chine (-10%). Le déficit avec l'Union européenne a en revanche fortement augmenté.

D. H.

Iran

La monnaie locale perd plus de 45% de sa valeur par rapport au dollar

La monnaie iranienne (rial) a perdu plus de 45% de sa valeur par rapport au dollar des Etats-Unis sur le marché des changes en huit mois, tandis que la Bourse de Téhéran a clôturé au niveau le plus haut jamais atteint depuis son ouverture en 1967, on rapporté les médias iraniens. La Bourse de Téhéran a clôturé la séance à un niveau historique jamais atteint

depuis son ouverture depuis plus d'un demi-siècle. Après 72 heures d'interruption des échanges du fait du week-end et d'un jour férié de l'Aid El Fitr, l'indice TEDPIX a passé dans la matinée pour la première fois la barre des 100 000 points pour finir la séance au niveau record de 102 452,4 points, en hausse de 3,33%. L'indice TEDPIX était venu caresser en janvier la barre

des 100 000 points, sans jamais l'atteindre, avant de retomber, mais il suit une tendance de hausse depuis que les Etats-Unis ont annoncé le 8 mai leur retrait de l'accord international sur le nucléaire iranien conclu en juillet 2015. Cette décision implique le rétablissement de toutes les sanctions américaines contre l'Iran, suspendues en vertu de cet accord, et com-

mence à faire fuir bon nombre d'investisseurs étrangers qui étaient revenus dans le pays depuis 2016. Plusieurs médias iraniens expliquent la hausse de la Bourse par le fait que celle-ci apparaît comme un placement refuge contre l'inflation face à la hausse des prix induite par la baisse de la monnaie nationale sur le marché des changes.

R. E.

Immigration aux Etats-Unis

Polémique à propos de la séparation des enfants de leurs parents

■ Les élus démocrates ont fustigé la «diabolique» séparation des enfants de leurs parents sans papiers, au cœur d'une vive polémique aux Etats-Unis.

Par Jugurtha N.

L'administration américaine a révélé vendredi dernier que sa nouvelle politique de tolérance zéro à la frontière avec le Mexique avait conduit depuis mi-avril 2 000 enfants à être séparés de leurs parents, arrêtés pour être entrés illégalement aux Etats-Unis. Face au tollé, le président Donald Trump a accusé les démocrates d'être responsables de cette situation et a réclamé, pour y mettre fin, une vaste réforme sur l'immigration qui patine depuis des mois au Congrès. «Les démocrates peuvent apporter une solution à la séparation forcée des familles à la frontière en travaillant avec les républicains à une nouvelle loi, pour une fois», a-t-il tweeté samedi dernier. La Maison-Blanche revendique ouvertement cette politique, sans en nier l'aspect dérangeant. «Personne n'ai-

Pour «mieux maîtriser les flux migratoires»

La France et la Libye «renforcent leur coopération»

LA FRANCE et la Libye ont décidé de «renforcer leur coopération» pour «mieux maîtriser les flux migratoires» et lutter contre les «filiales» de «traite des êtres humains», a indiqué avant-hier la présidence française. Le président français Emmanuel Macron et le Premier ministre libyen Fayez al-Sarraj se sont entretenus par téléphone, selon un communiqué cité par l'agence AFP. Les deux dirigeants ont «échangé sur le contrôle des flux migratoires entre la Libye et l'Europe». «Ils ont décidé, dès à présent, dans la continuité de la visite du Président du Conseil des ministres italien vendredi 15 juin à Paris, de renforcer encore leur coopération pour mieux maîtriser les flux migratoires et lutter plus efficacement contre les filiales criminelles de traite des êtres humains», a indiqué la présidence française. «Après la conférence internationale sur la Libye réunie à Paris le 29 mai dernier sous l'égide des Nations unies, les deux dirigeants ont fait le point sur la situation sécuritaire et politique en Libye», indique le communiqué. Le président français a «réaffirmé son soutien aux autorités libyennes et notamment aux efforts du Premier ministre Sarraj pour organiser des élections en Libye d'ici à la fin de l'année, dans le cadre collectif défini à Paris et acté par l'ONU début juin», selon la même source. **Hamama N.**



me voir des bébés arrachés des mains de leur mère», a dit dimanche une proche conseillère de Donald Trump, Kellyanne Conway, sur la chaîne NBC. L'opposition démocrate s'est révoltée contre ce qu'elle estime être une manipulation et une politique qui provoque le malaise jusque dans les rangs républicains. «Ils appellent cela "tolérance zéro" mais un meilleur nom est "humanité zéro" et il n'y a absolument aucune logique pour cette politique», a déclaré le sénateur Jeff Merkley (Oregon), à la tête d'un groupe d'élus démocrates qui a visité la frontière. «Il est totalement inacceptable (...) de blesser des enfants et de les traumatiser afin d'envoyer un message politique à des adultes d'outre-mer», a-t-il ajouté. Après

avoir visité un supermarché transformé pour l'occasion en centre d'accueil pour 1 500 enfants de migrants, M. Merkley a affirmé que «blesser des enfants pour s'en servir de levier législatif est inacceptable». «C'est diabolique», a-t-il martelé. Même ton chez l'ex-président démocrate Bill Clinton qui a tweeté : «Ces enfants ne doivent pas être utilisés comme un outil de négociation». L'élue Sheila Jackson-Lee a accusé le président Trump de mentir lorsqu'il affirme qu'il ne fait que suivre à la lettre les lois en vigueur. «Le président ne dit pas la vérité. Il n'y a pas de loi, il n'y a pas de politique qui permet d'arracher des enfants à leurs familles», a-t-elle affirmé. «Je vous assure que nous allons nous battre jusqu'au bout pour

mettre un terme à ce programme hideux qui malmène des enfants et représente un énorme abus à l'encontre des enfants», a-t-elle poursuivi. Le rythme des séparations s'est nettement accéléré depuis début mai, lorsque le ministre de la Justice, Jeff Sessions, a annoncé que tous les migrants passant illégalement la frontière seraient arrêtés, qu'ils soient accompagnés de mineurs ou pas. Or les enfants ne peuvent être envoyés dans la prison où sont détenus leurs proches, ce qui conduit aux séparations. Divisés, les républicains semblent finalement prêts à présenter la semaine prochaine deux propositions de loi : l'une satisfaisant leur aile dure et l'autre tentant de réconcilier modérés et conservateurs mais incluant les demandes

de Donald Trump, notamment une enveloppe de 25 milliards de dollars pour construire un mur à la frontière mexicaine. Ce texte comprendra un amendement s'assurant «que les mineurs accompagnés appréhendés à la frontière ne soient pas séparés de leurs parents», selon une source républicaine.

5 migrants meurent dans une course-poursuite pour échapper à la police aux frontières

Cinq migrants sont morts et d'autres ont été blessés dimanche dans un accident après une course-poursuite à grande vitesse avec la police aux frontières du Texas, ont rapporté les médias locaux. L'accident a eu lieu dans la ville de Big Wells, près de San Antonio, après que des agents de l'US Border Patrol eurent essayé d'arrêter le conducteur du véhicule qui transportait 14 personnes. Le conducteur a survécu à l'accident. Le shérif du comté de Dimmit, Marion Boyd, a déclaré que la voiture roulait à 160 km/h. En pleine course-poursuite éfrénée, le conducteur a perdu le contrôle de son véhicule, ce qui a causé la mort ou les blessures des victimes, a indiqué le département de la Sécurité publique du Texas. Le conducteur a été arrêté par des agents de la Sécurité intérieure. Quatre passagers ont été déclarés morts sur les lieux, un autre à l'hôpital, où les blessés ont été pris en charge. **J. N.**

Réfugiés de l'Aquarius

Le HCR salue le dénouement de la crise, MSF dénonce le «traitement dégradant»

Au moment où le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) salue les efforts déployés par l'Espagne pour mettre fin à la crise des réfugiés qui étaient abord de l'Aquarius, l'organisation Médecins sans frontières (MSF), qui a affrété l'Aquarius avec SOS Méditerranée, dénonce le «traitement dégradant infligé aux migrants secourus».

Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a salué avant-hier les efforts déployés par l'Espagne pour mettre fin à la crise des réfugiés qui étaient abord de l'Aquarius, un navire dont l'accostage en Italie et à Malte a été refusé. «Nous sommes heureux de voir que cette épreuve soit terminée pour toutes les parties impliquées. Mais cet incident est quelque chose qui n'aurait jamais dû se produire en premier lieu», a déclaré Filippo Grandi, Haut Commissaire de l'ONU pour les

réfugiés. Plus de 600 migrants, dont une partie a été transférée de l'Aquarius vers deux navires italiens, sont arrivés dimanche dans le port espagnol de Valence, dans l'est de l'Espagne, après être restés bloqués en mer Méditerranée pendant plus d'une semaine.

MSF dénonce le «traitement dégradant» des migrants de l'Aquarius

L'organisation Médecins sans frontières (MSF), qui a affrété l'Aquarius avec SOS Méditerranée, a dénoncé dimanche le «traitement dégradant» infligé aux migrants secourus par le bateau au large de la Libye mais obligés d'entreprendre un voyage d'une semaine pour arriver avant-hier en Espagne. «Même si l'Italie a raison quand elle fait valoir que les gouvernements européens ne prennent pas leur part dans la

prise en charge des réfugiés, rien ne justifie le traitement dégradant infligé aux passagers de l'Aquarius», a déclaré Karline Kleijer, coordinatrice d'urgence pour MSF, citée dans un communiqué de l'organisation. «Il est scandaleux que les autorités italiennes aient fermé leurs ports à ces 630 rescapés et les ait fait errer en mer inutilement, au nom d'un choix politique», a-t-elle ajouté. «Hommes, femmes et enfants à bord de l'Aquarius ont fui la guerre et la misère, et ils ont vécu l'horreur en Libye. Ils ont été transbordés d'un bateau à l'autre comme de la marchandise, et leur voyage en mer a été inutilement prolongé, dans des conditions très pénibles», a-t-elle encore accusé. Le gouvernement espagnol du socialiste Pedro Sanchez avait offert lundi d'accueillir les migrants sauvés par l'Aquarius dans la nuit du 9 au 10 juin au large de la Libye et à qui l'Italie et Malte refusaient

d'ouvrir leurs ports. Ces 630 personnes de 26 nationalités différentes ont dû pour atteindre le port de Valence (est) dimanche entreprendre un voyage éprouvant de 1 500 kilomètres. Pour MSF, les gouvernements européens doivent «faire du sauvetage en mer une priorité» et «faciliter le débarquement des rescapés dans les ports européens les plus sûrs et les plus proches». L'Organisation leur demande en outre de «cesser de toute urgence de faire obstacle aux initiatives non gouvernementales de sauvetage en mer et (de) mettre en place un dispositif de recherche et de sauvetage en Méditerranée centrale dont l'objectif est de sauver des vies». Homme fort du gouvernement italien, le ministre de l'Intérieur, Matteo Salvini (Ligue, extrême droite), a réitéré samedi l'interdiction aux ONG d'accéder aux ports italiens.

Maissa B.

Mostaganem

Plus de 19 000 logements, tous programmes confondus, en cours de réalisation



■ Plus de 19 000 logements, tous programmes confondus, sont en cours de réalisation dans la wilaya de Mostaganem dont 2 997 en milieu rural, a-t-on appris de la Directrice de l'habitat, Fatiha Kessira.

Par Lyes B.

Le programme d'habitat comprend 8 560 logements publics locaux, 3086 de location/vente, 1 451 logements participatifs et 300 promotionnels publics, a détaillé devant la presse Fatiha Kessira. La wilaya de Mostaganem a bénéficié, cette année, d'un programme supplémentaire de 1 500 unités au titre du logement promotionnel aidé (LPA) et 1 300 autres de loca-

tion/vente AADL. Les travaux de réalisation du nouveau quota AADL ont été lancés la semaine dernière dans les communes de Sidi Lakhdar (400 logements), Sidi Ali (300), Achaacha (400). L'entreprise chargée de la réalisation du quota restant (200) de ce programme dans la zone d'habitat urbain nouvelle (ZHUN) d'El Hachm (Sayada) sera choisie prochainement, a-t-on fait savoir. Le parc immobilier de la

wilaya de Mostaganem s'est renforcé, à la faveur du programme location/vente AADL, de 5 700 logements dont 2 000 en 2013, 500 en 2015 et 1 900 en 2017, a indiqué M^{me} Kessira. S'agissant du logement promotionnel aidé (LPA), 28 entreprises ont été choisies pour la réalisation de ce programme qui démarrera au troisième trimestre de cette année, après achèvement des études et des procédures, a annoncé la Directrice de l'habitat de la wilaya. Pas moins de 6 119 logements de différents programmes ont été attribués l'an dernier, en plus de 2 043 aides à l'habitat rural. Les autorités locales entendent attribuer, courant de cette année, 11 000 logements, a-t-on indiqué.

L. B./APS

Souk Ahras

1 800 demandeurs d'emploi installés durant les 5 premiers mois 2018

Pas moins de 1 800 demandeurs d'emploi ont été installés dans la wilaya de Souk Ahras durant les cinq premiers mois de l'année 2018, au titre des divers dispositifs, a indiqué le directeur de l'antenne de wilaya de l'Agence nationale de la main-d'œuvre (Anem), Abderazak Mazouz. Ces installations ont concerné 1 613 postes classiques, 69 au titre du dispositif d'aide à l'insertion professionnelle (DAIP) et 127 dans le cadre du programme des contrats de travail aidé (CTA), selon le même cadre qui a indiqué

que 30% des installations relèvent du secteur du bâtiment et travaux publics, 25% de celui des services, 25% de l'industrie et 20% des activités agricoles. La plateforme numérique Wassit de l'Anem a facilité la rapidité de la satisfaction des offres d'emploi faites par les entreprises, a affirmé le même cadre, soulignant que 5 000 demandeurs d'emploi devront être placés d'ici à la fin de l'année en cours. Une nouvelle antenne de l'Anem a été ouverte dans la daïra d'Oum Laâdhaïm, en prévision de l'ouverture du complexe de

phosphate dans la commune d'Oued Kebrtit qui relève de cette daïra et constitue une source d'espoir pour les jeunes en quête d'emploi dans la région, a souligné la même source. Lors de son inspection, la semaine passée, du site du projet de ce complexe, le wali Abbas Badaoui a souligné l'importance économique de ce complexe, notamment en termes de création d'emplois. Prévu sur 600 hectares, le complexe comprendra trois unités.

Hocine A.

M'sila Production prévisionnelle de trois millions de quintaux de légumes

UNE PRODUCTION de pas moins de trois millions de quintaux de légumes est prévue dans la wilaya de M'sila au cours de la présente saison agricole, a-t-on appris dimanche auprès des services de la wilaya. Une hausse «considérable», estimée à 222 000 quintaux de production de légumes, est attendue pour cette année à M'sila, par rapport à celle du précédent exercice, a précisé la même source, rappelant que la capitale du Hodna a réalisé en 2017 une récolte de l'ordre de 2,77 millions de quintaux. La hausse de la production est expliquée par l'entrée en exploitation de plus de 100 nouvelles serres, en plus de l'extension de quelques autres et l'augmentation de leur production résultant des actions de vulgarisation agricole lancées par la Direction des services agricoles (DSA) de la wilaya ciblant les agriculteurs. A signaler que la wilaya de M'sila occupe depuis plus de huit ans la première place dans le domaine des cultures protégées (plasticulture et produits hors saison) lesquels, de l'avis des ingénieurs agronomes locaux, ne nécessitent pas de grandes quantités d'eau et enregistrent une production abondante en dehors de la saison agricole.

R. R.

Mila/ Barrage Grouz pour irrigation

Lâcher «à partir du 20 juin» de grandes quantités d'eau

De importantes quantités d'eau du barrage Grouz, dans la localité d'Oued El Athmania (Mila), seront lâchées «à partir du 20 juin courant» pour irriguer les surfaces agricoles, a indiqué dimanche le directeur local par intérim des ressources en eau, Messaoud Lechab. La même source a précisé qu'un volume de 1 million m³ des eaux du barrage Grouz sera lâché,

conformément à un accord entre les Directions locales des services agricoles (DSA) et des ressources en eau, pour répondre aux besoins des agriculteurs concernés par l'opération d'irrigation depuis Oued Rhumel. Cette opération, autorisée par le ministère des Ressources en eau, sera entamée le 20 juin, a affirmé la même source, précisant qu'il sera procédé égale-

ment au déversement des eaux vers Oued Rhumel puis en direction des terres agricoles ciblées. Cette procédure touchera les surfaces agricoles réservées à la production des légumes situées dans deux communes sud de la wilaya, à savoir Oued El Athmania et Oued Seggane, des terres, a ajouté la même source, ne figurant pas dans la première section du périmètre irrigué de

Teleghma. Le déversement de ces eaux aura lieu par étape, le long de cette saison d'irrigation pour éviter tout éventuel gaspillage d'eau, a précisé le même responsable, estimant qu'un million m³ d'eau est une quantité «suffisante» qui permettra de répondre aux besoins exprimés en la matière.

A. O.

Khenchela

Réception partielle «mi-2019» de la centrale électrique de Remila

La centrale électrique de la commune de Remila (wilaya de Khenchela), en cours de réalisation, sera partiellement réceptionnée «à la mi-2019», a annoncé dimanche le directeur local par intérim de l'Energie, Abdelmajid Mouafa. Ayant mobilisé une enveloppe financière de 81 milliards de dinars, les travaux de cette centrale électrique (dont la capacité peut être élargie à

1600 mégawatts), ont atteint un taux d'avancement de 65%, a indiqué ce responsable, affirmant que cette infrastructure contribuera à la création de 350 postes de travail. En plus d'alimenter en électricité les wilayas de Khenchela, Biskra, Batna et Oum El Bouaghi, la future centrale électrique de Remila devrait permettre d'exporter cette énergie vers des pays limitrophes, avait indiqué le ministre de

l'Energie Mustapha Guitouni, lors d'une récente visite de travail dans la wilaya de Khenchela. La wilaya de Khenchela dispose d'une autre centrale électrique, sise à la localité de Labreg dans la commune de Babar, au sud du chef-lieu de wilaya, mise en exploitation en juin 2014 avec une capacité de production de 421,5 mégawatts.

L. Y.

Tébessa/ Saison estivale

540 millions de DA pour renforcer l'alimentation en électricité

Un investissement de l'ordre de 540 millions de DA a été mobilisé par la Société de distribution d'électricité et du gaz (SDE) de la wilaya de Tébessa pour renforcer, au cours de la saison estivale, l'alimentation en électricité de plusieurs localités de la wilaya, a-t-on appris dimanche auprès de la SDE. Il est prévu l'installation de nou-

veaux transformateurs, le renforcement du réseau électrique sous-terrain et aérien à moyenne et basse tension ainsi que l'installation des disjoncteurs-interrupteurs à distance, a-t-on précisé. Aussi, cet investissement sera également alloué pour lancer une opération de réhabilitation des principaux transformateurs électriques au chef-lieu de

wilaya et les communes d'El-Aouinet et Bir Dhab, a fait savoir la SDE. Une autre opération de rénovation des câbles électriques à moyenne tension sera lancée au chef-lieu de cette wilaya frontalière, a-t-on noté, rappelant que cette collectivité locale a été récemment dotée d'un nouveau transformateur électrique de 20 MégaVolt-

Ampère (MVA), qui permettra de consolider les efforts déployés en matière d'amélioration de service. En outre, trois nouveaux transformateurs ont été mis en service, au titre du programme d'été 2018, dont deux dans la commune d'Ain Zarga et le troisième dans la commune d'El-Ma Labiod, a-t-on conclu.

APS



Maroc

«Il existe un ras-le-bol généralisé chez la majorité de la population»

■ La campagne inédite de boycott des produits lancée au Maroc traduit «un ras-le-bol généralisé» chez la majorité de la population, a affirmé, dimanche, le sociologue marocain Mehdi Alioua, évoquant «un mouvement social de fond qui est en train de se mettre en place» et qui revendique «une société plus juste» et «un Etat providence».



Par Sara H.

Cette campagne de boycott des produits chers dans le pays «a surpris tout le monde» et «n'est pas venue de nulle part», a estimé l'enseignant chercheur

à l'Université Internationale de Rabat dans un entretien accordé à Radio France Internationale (RFI), soulignant que «la classe moyenne marocaine issue des milieux urbains et des petites villes vit en-dessous de ses moyens». «Il existe un ras-le-bol

généralisé, notamment chez une population marocaine qui estime avoir fait l'épreuve dans un système capitaliste de méritocratie de pouvoir mieux vivre, mais elle constate que son pouvoir d'achat ne va pas avec», a ajouté l'universitaire tout en considérant que

«cette opération de boycott est aussi une forme de rejet de tous les hommes d'affaires qui font de la politique». A ce propos, il a cité le cas de l'actuel ministre de l'Agriculture, Aziz Akhannouch, qu'il a considéré comme l'un des hommes les plus riches du Maroc et d'Afrique. «Est-ce qu'on peut être ministre et en même temps le plus grand exploitateur rural agricole du pays. Cela pose de vraies questions déontologiques», s'est-il interrogé, répondant à une question de RFI sur ce sujet. Abordant l'ampleur qu'ont pris les mouvements sociaux au Royaume ces derniers jours, Mehdi Alioua se dit persuadé que «ces contestations sont liées directement au profond malaise socio-économique que connaît le Maroc». «Les Marocains veulent une société plus juste et un Etat providence. Ils remettent en question l'idée de l'Etat marocain réduit au Makhzen et demandent l'instauration d'un Etat providence. C'est à dire le droit à une école de qualité, à des soins et à ce que le travailleur puisse bénéficier de son fruit du travail et vivre dignement», a-t-il expliqué. Pour le chercheur-universitaire marocain, il s'agit d'une lutte pour «el-karama», la dignité et contre «les injustices sociales». Appuyant son analyse, il a fait observer que tous les gouvernements successifs marocains n'ont pas pu mener à ce jour «une réforme de fond pour pouvoir avoir un réel Etat providence». Quant à l'avenir de ce mouvement, il s'est montré plutôt serein en soutenant

que «les Marocains sont des citoyens éveillés et conscients des choses» et que «les acteurs du boycott et certains mouvements sociaux vont certainement se relier politiquement pour pouvoir passer le message directement aux personnes qui dirigent ce pays». Depuis près de deux mois, le Maroc vit au rythme de manifestations inédites appelant au boycott des produits chers dans le pays, fragilisant le gouvernement en place. Ce boycott s'ajoute au Mouvement des Rifains qui secoue le Royaume depuis plus d'un an.

S. H./Agences

Mauritanie Suspension de la grève des médecins

LES MÉDECINS mauritaniens, en grève depuis un mois et demi, ont décidé de suspendre leur mouvement pendant deux semaines afin de donner des chances à des négociations, a annoncé l'un de leurs responsables syndicaux. «Nous avons suspendu la grève pour une période de 15 jours, le travail reprendra lundi et mot d'ordre a été donné aux médecins de redoubler d'efforts pour soulager les milliers de malades qui les attendent», a indiqué ce syndicaliste, le D' Mohamed Ould Dahya. Selon lui, «des intermédiaires crédibles» ont permis d'obtenir l'engagement des autorités à ouvrir des «négociations officielles sur nos doléances et, sans doute, durant les deux semaines, les choses se préciseront». Les médecins avaient entamé leur mouvement de grève illimitée le 7 mai pour réclamer des augmentations de salaires et une amélioration des conditions de travail dans les hôpitaux. La Mauritanie compte quelque 800 généralistes et spécialistes, soit un médecin pour environ 4 500 habitants. Le secteur médical souffre, en plus de la vétusté des équipements, d'une large diffusion de médicaments contrefaits, selon les responsables syndicaux. Les médecins réclament des salaires alignés sur ceux de leurs collègues des pays voisins d'Afrique de l'Ouest, qui touchent trois fois plus qu'eux, selon les responsables syndicaux. A la suite du lancement de grèves partielles en avril, le ministre de la Santé, Kane Boubacar, avait demandé à une délégation de grévistes de cesser leur mouvement et de revenir à la table des négociations, mais les syndicats avaient rejeté sa proposition.

AFP

Tunisie

L'ISIE se prépare aux élections législatives et présidentielle 2019

L'Instance supérieure indépendante pour les élections (Isie) en Tunisie se prépare aux élections législatives et présidentielle 2019 à travers l'élaboration d'un calendrier détaillé et d'un plan pratique pour cette échéance électorale, rapporte dimanche l'agence tunisienne TAP. Le membre de l'Isie Nebil Baffoun a, dans une déclaration à l'agence TAP, indiqué que ce plan et ce calendrier sont une question de grande importance, faisant savoir qu'ils seront prêts avant le mois d'octobre 2018. En vertu de ces deux documents, sera élaboré

le projet de budget de l'Isie pour l'année 2019. Il a, par ailleurs, mentionné que le conseil de l'Isie et sa direction centrale sont en pleins préparatifs du rapport financier et du rapport d'activité de l'Isie au titre de l'année 2017. En ce qui concerne les résultats des élections municipales, M. Baffoun a fait savoir qu'après la proclamation des résultats officiels des élections municipales le 13 juin 2018 et leur publication au Journal officiel de la République tunisienne (JORT), il est du devoir du gouverneur de convoquer les membres des conseils municipaux élus dans

un délai de 21 jours à partir de la publication de ces résultats au «Jort». Il a précisé que la première séance du conseil municipal sous la présidence du gouverneur sera consacrée à l'élection du président du conseil municipal parmi les têtes de liste gagnants dans les élections et désireux se porter candidats à ce poste. Jusqu'à présent et à la date du 12 juin 2018, 77 décisions finales relatives aux élections ont été publiées au Jort. Il en reste 273 qui seront publiées au fur et à mesure au Jort, selon ses dires.

A. O./APS

Libye

L'un des chefs d'al-Qaïda aurait été capturé par l'armée libyenne

L'un des chefs les plus importants du réseau terroriste al-Qaïda aurait été capturé par l'armée libyenne, rapporte la chaîne de télévision Al-Arabiya. «Abu Sufian bin Qumu, un des chefs les plus importants du réseau terroriste al-Qaïda, a été capturé par l'Armée nationale libre du Libye lors d'une opération contre les dernières positions tenues par les terroristes dans la ville de Derna», a précisé la même source, citant des responsables locaux. Dimanche toujours, des médias locaux ont rapporté que des

milices avaient attaqué jeudi les terminaux de Ras Lanouf et Al-Sedra au coeur du «Croissant pétrolier» de la Libye, à environ 650 km à l'est de Tripoli, déjà endommagés par des violences similaires en 2016 et 2017. Au moins 34 personnes ont trouvé la mort au cours d'affrontements dans la région du Croissant pétrolier en Libye entre des terroristes et l'Armée libyenne, a indiqué vendredi une source militaire. Parmi les morts, on dénombre 14 soldats et au moins 20 terroristes, a expliqué un officier de l'Armée. «Le

nombre de terroristes tués pourrait être plus élevé car il y avait probablement des dizaines de terroristes sur les lieux qui ont été frappés lors d'un raid aérien ce soir. Ils ont été évacués rapidement et nous n'avons trouvé que les carcasses de leurs véhicules armés», a-t-il ajouté. Une coalition terroriste appelée Brigades de défense de Benghazi (BDB) a lancé jeudi une offensive sur cette région située à environ 500km à l'est de la capitale, Tripoli, s'affrontant avec les forces armées.

R. M.



Afghanistan

Fin du cessez-le-feu des talibans, attentat de l'EI

■ Un cessez-le-feu inédit des talibans avec les autorités afghanes a pris fin hier, après leur rejet d'un appel du président afghan Ashraf Ghani à le prolonger, décevant les espoirs de paix d'une population épuisée par des décennies de conflit.

Par Rosa C.

L'annonce des talibans a été suivie peu après par un attentat suicide, revendiqué quelques heures plus tard par le groupe état islamique, dans une province de l'est du pays qui a fait au moins 18 morts et une cinquantaine de blessés, selon un responsable local.

«Le cessez-le-feu se termine ce soir et nos opérations reprendront si Dieu le veut. Nous n'avons aucune intention de prolonger le cessez-le-feu», a déclaré le porte-parole taliban, Zabihullah Mujahid, dans un message transmis à l'AFP, suggérant ainsi une reprise des combats dès hier.

Le porte-parole n'a fait aucune allusion directe à l'appel du président Ashraf Ghani, qui avait annoncé samedi une prolongation du cessez-le-feu côté gouvernemental et appelé les talibans à en faire autant. Cette annonce avait reçu l'appui de la communauté internationale.

La mission de l'Otan en Afghanistan et les forces armées

américaines ont indiqué qu'elles respecteraient l'annonce de prolongation du président Ghani. L'Union européenne avait pour sa part qualifié la trêve d'«historique».

Dans un tweet dimanche, un porte-parole du président Ghani a indiqué que le cessez-le-feu était prolongé de dix jours mais que les forces de sécurité se défendraient si elles étaient attaquées.

L'attentat suicide, qui s'est produit dimanche à l'extérieur du bureau du gouverneur de la province de Nangarhar dans la ville de Jalalabad, est le deuxième en deux jours dans la province orientale de Nangarhar. Il a fait au moins 18 morts et 49 blessés, «dont certains dans un état grave», selon le directeur pour la province des services de santé, Najibullah Kamawal.

Selon le porte-parole du gouverneur provincial, Attaullah Khogyani, le kamikaze, à pied, a visé des talibans, des civils et des anciens qui quittaient le complexe abritant le bureau du gouverneur après un événement célébrant la fête de l'Aïd el-Fitr, qui marque la fin du mois de ramadan.

Annoncé initialement pour huit jours côté gouvernemental et trois jours côté taliban, le cessez-le-feu avait donné lieu ces derniers jours à d'innombrables scènes de fraternisation entre combattants talibans, civils et membres des forces de sécurité, qui ont été vus se donnant l'accolade et se prenant en photo ensemble.

Mais il a été terni dès samedi par un attentat suicide qui a fait 36 morts et 65 blessés parmi une foule célébrant la cessation des combats dans le district de Rodat dans la province orientale de Nangarhar, selon un nouveau bilan rendu public dimanche par les autorités locales.

L'attaque a été revendiquée dimanche par le groupe Etat islamique (EI), qui n'est pas inclus dans le cessez-le-feu, qui ne concerne que les talibans.

L'EI, qui est particulièrement actif dans l'Est, a tué des centaines de personnes lors de multiples attaques à travers le pays depuis son apparition dans la région en 2014. Il a également combattu les talibans dans certaines régions.

Dès l'annonce initiale du cessez-le-feu, les analystes s'étaient montrés prudemment optimistes, estimant qu'il pourrait potentiellement renforcer la confiance entre les parties et constituer une base menant à l'ouverture de pourparlers de paix entre les belligérants



après quasiment 17 ans de conflit.

Mais l'annonce du refus taliban de prolonger la trêve n'a pas surpris certains diplomates occidentaux en poste à Kaboul.

«S'ils prolongent le cessez-le-feu, ils seront obligés de négocier, ce à quoi je pense qu'ils ne sont pas intéressés. Ils cherchent une véritable victoire», a déclaré à l'AFP l'un d'entre eux sous couvert d'anonymat.

Après l'attentat de samedi, les talibans avaient ordonné à leurs combattants d'éviter de se mêler

aux forces de sécurité afghanes et aux civils. «Afin d'éviter tout tort aux civils (par notre présence), tous les commandants devront empêcher les moudjahidines de participer à de tels rassemblements», a annoncé le porte-parole des talibans Zabihullah Mujahid sur Twitter.

Certains chefs talibans ont pour leur part déclaré à l'AFP qu'ils voyaient d'un mauvais œil leurs combattants se rendre dans des zones contrôlées par le gouvernement et sympathiser avec les forces de sécurité.



Points chauds

Séparations

Par Fouzia Mahmoudi

L'un des premiers succès rencontrés par Donald Trump au début de sa campagne présidentielle le fut grâce à ses prises de positions polarisantes sur l'immigration. Le candidat républicain ne reculait devant aucun excès pour satisfaire les adeptes des frontières américaines les plus opaques possibles et surtout ceux qui militent pour des expulsions massives d'immigrés illégaux. Et contrairement à beaucoup de ses homologues passés et présents, il a depuis son élection mis un point d'honneur à mettre en pratique son programme dans ce dossier. Mais ses méthodes aujourd'hui interpellent jusque dans son propre camp et jusque parmi ses proches, dont sa propre épouse. En effet, la première dame américaine Melania Trump a déclaré dimanche qu'elle «détestait» voir des enfants séparés de leurs parents sans papiers, appelant, toutefois dans la droite ligne de son mari, à un accord bipartisan au Congrès pour réformer les lois en matière d'immigration. L'administration américaine a révélé vendredi que sa nouvelle politique de tolérance zéro à la frontière avec le Mexique avait conduit depuis mi-avril 2 000 enfants à être séparés de leurs parents, arrêtés pour être entrés illégalement aux États-Unis. Cette politique est dénoncée avec virulence par l'opposition démocrate, mais elle provoque le malaise jusque dans les rangs républicains. La directrice de la communication de la Première dame, Stephanie Grisham, a de son côté ajouté : «Elle pense que le pays doit respecter la loi mais doit aussi être gouverné avec cœur». La Maison-Blanche revendique ouvertement cette politique, sans en nier l'aspect dérangeant. «Personne n'aime voir des bébés arrachés des mains de leur mère», a ainsi dit dimanche une proche conseillère de Donald Trump, Kellyanne Conway, sur la chaîne NBC. Face au tollé, le président Trump accuse les démocrates d'être responsables de cette situation, une accusation qu'ils rejettent en bloc, et réclament, pour y mettre fin, une vaste réforme sur l'immigration qui patine depuis des mois au Congrès. «Les démocrates peuvent apporter une solution à la séparation forcée des familles à la frontière en travaillant avec les républicains à une nouvelle loi, pour une fois», a-t-il encore tweeté samedi. Le rythme des séparations s'est nettement accéléré depuis début mai, lorsque le ministre de la Justice, Jeff Sessions, a annoncé que tous les migrants passant illégalement la frontière seraient arrêtés, qu'ils soient accompagnés de mineurs ou pas. Or les enfants ne peuvent être envoyés dans la prison où sont détenus leurs proches, ce qui conduit aux séparations. Divisés, les républicains semblent finalement prêts à présenter la semaine prochaine deux propositions de loi : l'une satisfaisant leur aile dure et l'autre tentant de réconcilier modérés et conservateurs mais incluant les demandes de Donald Trump, notamment une enveloppe de 25 milliards de dollars pour construire un mur à la frontière mexicaine. Ce texte comprendra un amendement s'assurant que «les mineurs accompagnés appréhendés à la frontière ne soient pas séparés de leurs parents», selon une source Républicaine. Mais du côté des démocrates l'on imagine mal un travail de concert avec l'administration Trump pour mettre au point une nouvelle législation. Mais le président américain, lui, ne semble pas très perturbé par la situation actuelle et continuera à soutenir cette politique qui crée le malaise et qui surtout pousse les élus démocrates comme républicains à s'inventer sur le dossier de l'immigration illégale, trop souvent mis de côté, car trop difficile à résoudre.

F. M.

Allemagne

Merkel face à un ultimatum sur les migrants

L'aile droite de la coalition gouvernementale allemande compte fixer hier un ultimatum à Angela Merkel pour obtenir la fermeture des frontières aux migrants, au risque de provoquer une crise politique majeure en Allemagne voire même en Europe.

«C'est la journée où le destin d'Angela Merkel et celui du gouvernement se décident», estime le quotidien Bild, le plus lu du pays.

Car en Allemagne, l'arrivée de plus d'un million de demandeurs d'asile en 2015 et 2016 a provoqué une onde de choc politique persistante.

Et l'Union européenne n'est pas en reste, ses membres ne parvenant pas à s'accorder sur des solutions pérennes pour organiser l'accueil des migrants et protéger les frontières.

Cette crise migratoire a aussi contribué à l'essor de l'extrême droite un peu partout en Europe. En Italie ou en Autriche, elle est entrée au gouvernement, et en Allemagne, son succès aux législatives a entraîné les actuels déchirements sans précédent au sein du camp conservateur de la chancelière.

Car l'aile la plus conservatrice de sa fragile coalition gouvernementale – qui va de la droite dure aux sociaux-démocrates –, le parti bavarois CSU, veut imposer un tour de vis à la politique d'immigration nationale.

Objectif : refouler dorénavant tous les migrants à la frontière qui ont déjà été enregistrés dans un autre pays de l'UE, le plus souvent l'Italie ou la Grèce. Cela correspondrait à la quasi-totalité des demandeurs d'asile arrivant en Allemagne.

La chancelière centriste refuse, redoutant qu'un tel cavalier seul ne

crée le chaos et n'obère toute chance d'une solution européenne négociée et d'un système d'asile partagé.

«Il s'agit d'un défi européen qui nécessite une réponse européenne», a-t-elle dit ce week-end, prévenant que la «cohésion de l'Europe» était en jeu.

Mais l'Union chrétienne-sociale CSU, qui se prépare à de difficiles élections régionales en Bavière en octobre, perd patience. Elle accuse la chancelière et son parti démocrate-chrétien (CDU), avec lequel elle est alliée depuis 1949, de laxisme.

La direction du parti bavarois se réunit ainsi hier matin à Munich avec l'objectif d'autoriser son président Horst Seehofer, également ministre fédéral de l'Intérieur, à défier Angela Merkel et imposer les refoulements aux frontières par décret.

S'il passait immédiatement à l'acte, la chancelière n'aurait d'autre choix que de le limoger, ce qui provoquerait l'éclatement de la coalition au pouvoir depuis seulement trois mois et probablement de nouvelles élections.

M^{me} Merkel réunit également dans la matinée la direction de son parti. Elle comme M. Seehofer ont prévu de s'exprimer en début d'après-midi.

Le ministre de l'Intérieur semble prêt à accorder un dernier délai de deux semaines à la chancelière, jusqu'au sommet de l'UE fin juin, pour qu'elle y négocie un accord sur le refoulement des migrants. A défaut, ce sera la crise.

«Il est essentiel que le sommet de l'UE prenne enfin des décisions», a averti M. Seehofer, dans une tribune publiée hier par le quotidien FAZ, jugeant la situation

«grave mais encore soluble» et assurant ne pas vouloir «faire tomber la chancelière».

La semaine s'annonce donc décisive pour l'avenir de la chancelière. Et la partie compliquée, car ce qu'exige son aile droite est précisément ce dont ne veut pas l'Italie, pays d'arrivée des migrants qui réclame leur répartition en Europe.

Angela Merkel a reçu justement hier soir son homologue italien Giuseppe Conte, dont le pays refuse désormais l'accès à ses ports aux navires d'ONG secourant des migrants en Méditerranée. Rome a illustré sa fermeté en barrant la route à l'Aquarius et ses 630 naufragés, provoquant des tensions européennes jusqu'à l'accueil du navire et ses passagers par l'Espagne.

Aujourd'hui, la chancelière doit recevoir le président français Emmanuel Macron et celui de la Commission européenne Jean-Claude Juncker.

Et une réunion spéciale des principaux dirigeants européens pourrait avoir lieu sur le sujet avant le sommet de l'UE des 28 et 29 juin.

La pression est d'autant plus forte sur Angela Merkel que sa popularité en Allemagne chute, tandis que l'extrême droite progresse dans les sondages.

Le mécontentement croissant de l'opinion est exacerbé par des faits divers, en particulier le viol et l'assassinat récents d'une adolescente par un jeune demandeur d'asile irakien débouté arrivé en 2015. Par ailleurs, hier s'est ouvert le procès d'un jeune réfugié afghan accusé d'avoir mortellement poignardé son ancienne petite amie de 15 ans dans un supermarché.



Cinéma

«The Passenger» en sortie nationale

■ Le long métrage «The Passenger» de Jaume Collet-Serra est en sortie nationale, annonce l'Office national de la culture et de l'information. Les villes concernées par la projection de ce film sont Alger, Constantine et Oran.

Par Abia Selles

Un programme de projections filmiques est annoncé dans trois villes du pays dont Alger, Constantine et Oran. Ce programme est une occasion pour assister à la projection du long-métrage «The Passenger» de Jaume Collet-Serra qui est en sortie nationale.

A Alger, c'est la salle El Mouggar et l'Atlas qui proposent la projection de cinq films jusqu'à la fin du mois de juin courant, à raison de deux projections par jour. Hier, ce sont les films «The Passenger» ainsi que «Lost city of Z» qui ont été projetés devant un public jeune venu entre amis. Pour les prochains jours, ces deux films seront re-projetés ainsi que les films «Gold» et «Paddington 2». Le même programme filmique a

commencé, hier, à la salle Ahmed-Bey de Constantine et à la Salle Saada d'Oran.

Il est à noter que «The Passenger» a déjà été projeté à Alger, mais c'est la première fois qu'il l'est à Constantine et Oran.

Comme tous les jours après son travail, Michael MacCauley (Liam Neeson) prend le train de banlieue qui le ramène chez lui. Mais aujourd'hui son trajet quotidien va prendre un tout autre tournure. Après avoir reçu l'appel d'un mystérieux inconnu, il est forcé d'identifier un passager caché dans le train, avant le dernier arrêt. Alors qu'il se bat contre la montre pour résoudre cette énigme, il se retrouve pris dans un terrible engrenage. Une conspiration qui devient une question de vie ou de mort, pour lui ainsi que pour tous les autres passagers. **A. S.**



Pour marquer leur présence sur le terrain

Des acteurs culturels indépendants recourent à l'acte culturel

Les acteurs culturels indépendants en Algérie se limitent à l'acte culturel pour dynamiser le paysage et marquer leur présence en raison du manque de moyens financiers, ce qui laisse paraître, pour les observateurs, que beaucoup d'activités «sont des programmes faits à la hâte et auxquels l'innovation fait défaut». Les Algériens se sont habitués à voir les parties officielles encadrer et superviser l'acte et le produit culturels, et c'est ainsi que le soutien aux manifestations culturelles est resté loin de l'initiative personnelle, sauf pour des cas rares. La vérité est que les personnes, les associations et les établissements culturels «peuvent être partenaires», a maintes fois affirmé le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, qui encourage «la contribution du privé à la dynamisation du paysage culturel». M. Mihoubi a indiqué que son département a

réduit de 15% le budget alloué aux grandes manifestations. De même, un grand nombre de festivals a été délaissé et certains reportés, sans qu'une alternative privée ou indépendante ne prenne le relais. Au moment où certaines associations enregistrent un recul, à l'instar de «El Djahidia», qui semble avoir disparu avec son fondateur Tahar Ouettar, d'après les spécialistes de l'actualité culturelle, quelques associations à caractère national, à l'image de l'Association «Beit Echiir El Djazairi» (Maison de la poésie algérienne) sont apparues. Présidée par les deux poètes Slimane Djouadi et Achour Fenni, cette association a lancé plus d'une manifestation dans les différentes wilayas. «L'activité culturelle s'inscrit au cœur même de la mission de notre association qui active depuis près de décennies à Alger», estime Abdelghani Mezghiche, poète et activiste cul-

turel. Le président de l'association «Al-Kalima» affirme, à ce propos, que l'acte culturel est pour son association «une priorité». Soulignant que le produit culturel «nécessite des ressources financières», il a fait observer que «la normale voudrait que les associations et les individus activistes plus que les autorités officielles». Les acteurs culturels indépendants demeurent loin de la production culturelle en raison de ce qu'elle requiert comme budget la rendant proche de l'industrie, du coup ils se contentent de l'acte culturel pour dynamiser le paysage et marquer leur présence, laissant ainsi les grandes productions, en cinéma, théâtre et livre, au soutien de l'Etat et aux décisions du ministère de la Culture. Nombreuses sont les personnes et les établissements qui ont pu apporter un plus au paysage culturel et à l'enrichir. Dans la ville de Tiaret, à titre d'exemple,

l'Association «Afkari» organise chaque mois «le café Dar En-Nakkadi», une activité culturelle intégrée. Elle œuvre également à créer une bibliothèque, explique son président Nouredine Thamer qui affirme que son association vise à «célébrer l'intellectuel algérien et le rapprocher des jeunes». A Djelfa, un groupe d'intellectuels a relancé une tradition cinématographique hebdomadaire, où les cinéphiles se rencontrent pour voir et débattre d'un film. «Une démarche qui vise à élargir l'horizon du public et appréhender le cinéma en tant que détente, plaisir et message intellectuel», a expliqué Naiel Hanti, l'un des initiateurs de cette activité. Dans la même ville, des membres du groupe «Click-on», une agence start-up, ont pu organiser pour trois jours le festival «Cinéma et couleurs» au profit des enfants et des familles. Certaines manifestations ont pu

s'inscrire dans le temps avec de simples moyens grâce à la volonté de leurs initiateurs, à l'image du festival «Raconte-Arts», organisé par la Ligue des arts cinématographiques et dramatiques de Tizi Ouzou, qui présente un programme riche en musique, conte et théâtre. Dans le même contexte, des rencontres cinématographiques sont organisées par «Project Art» de Béjaïa, depuis plus de dix années, gagnant une notoriété qui a dépassé les frontières. A Sétif, Toufik Mezghiche organise, chaque année, les journées nationales du «One man show». Cette manifestation, qui est à sa 5^e édition, présente des spectacles et des conférences et rend hommage au regretté Ahmed Ben Bouzid, connu sous le nom de «Cheikh Attallah». Pour sa part, l'Association culturelle «Nawafid» organise le prix Tahar Ouettar et s'attelle à la préparation de sa 2^e édition, indique son président Riad Ouettar qui évoque «le début de réception des candidatures».

M. K.

Festival du film de l'OCS en Chine

Les prix Mouette d'or décernés lors de la première édition

La première édition du festival du film de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) s'est clôturée dimanche à Qingdao, dans la province orientale du Shandong, avec la remise des prix Mouette d'or. Le film chinois «Enter the Forbidden City» et le film afghan «Mina Walking» ont partagé le prix du meilleur film. Yosef Barki, réalisateur de «Mina Walking», a remporté le prix du meilleur réalisateur, tandis que le prix du

meilleur scénario a été partagé par Andreï Taratoukhine et Dmitri Lantchikhine pour le film russe «La Carpe dégivrée» (Thawed Carp), et Mahesh Narayan et P.V. Shajikumar pour le film indien «Take Off». Le prix du meilleur acteur a été remis à Akylbek Abdylkalykov pour le film kirghiz «Night Accident» et à Toleubek Aralbai pour le film kazakh «Little Prince of The Big City». Le prix de la meilleure actrice a été remporté par

Odonchimeg Ishdorj pour le film mongol «Insane Mother» et Zhou Xun pour le film chinois «Our Time Will Come». Le prix spécial du jury a été décerné au film ouzbek «Yo'L Bo'lsin», au film tadjik «Air Safar», au film iranien «Mermaid», au film pakistanais «Punjab Nahi Jaungi» et au film biélorusse «Tum-Pabi-Dum». Le festival, qui s'est ouvert mercredi dernier, constituait une activité culturelle majeure consécutive au sommet de l'OCS à Qingdao.

Un total de 55 films produits au cours des deux dernières années par douze pays a été projeté dans la ville côtière au cours des cinq derniers jours, attirant environ 50 000 spectateurs. Au cours du festival, 25 compagnies cinématographiques des pays membres de l'OCS ont présenté leurs films et leurs équipements, renforçant la compréhension mutuelle aux niveaux cinématographique et culturel. **R. C.**

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Théâtre de Verdure Laâdi-Flici (Bd Frantz-Fanon, Alger)
Mercredi 27 juin à 20h30 :
 Keral Production présente un concert rap avec Riles.
Jeu 28 juin à 20h30 :
 Concert de Tiken Jah Fakoly. La vente des billets (prix 2 500 DA) est ouverte depuis le 2 juin à la librairie «L'Arbre à dire» de Sidi Yahia. Tous les jours de 11h à 19h (sauf le vendredi).



CA Bordj Bou Arréridj Nogués à la barre technique

LA DIRECTION du CA Bordj Bou Arréridj (Ligue 1 Mobilis) est arrivée à un accord avec l'entraîneur espagnol Josep Maria Nogués (61 ans) pour diriger l'équipe la saison prochaine, a-t-on appris dimanche de la direction du club. «La direction du club a choisi de conclure avec l'ex-entraîneur du Paradou pour commander la barre technique du CABBA la saison prochaine», a déclaré, le président du directoire, Salim Hannachi. Et d'ajouter : «Les membres du directoire ont choisi de confier la barre technique au technicien espagnol et cela parmi plusieurs CV d'entraîneurs étudiés, eu égard aux performances réalisées avec le Paradou Athlétic Club». Le technicien ibérique, qui sera accompagné par son préparateur physique, devait parapher son contrat hier et aura pour mission de construire une équipe

compétitive et réussir un maintien honorable parmi l'élite. Josep Maria Nogués sera secondé par un staff composé d'anciens joueurs du club, à l'image de Zoheir Khedara comme adjoint et Merouane Kial comme entraîneur des gardiens de but, a précisé l'interlocuteur. Pour rappel, l'entraîneur natif de Barcelone qui a dirigé le Paradou Athlétic Club (PAC) durant deux saisons, au cours desquelles il a réussi une accession en Ligue 1 puis un maintien honorable parmi l'élite, a été à la tête de la barre technique des clubs espagnols Gimnastic Tarragona, Girona ainsi que l'équipe B du Real Bétis de Séville. Avant d'arriver à cet accord, le Tunisien Lassad Dridi était pressenti pour conduire le CABBA, mais il n'a pas pu honorer son engagement pour «des raisons administratives», souligne-t-on.

Tennis / Coupe Davis 2018 L'Algérie sera dans le groupe B

LA SÉLECTION algérienne (messieurs) de tennis a été versée dans le groupe B de la Coupe Davis 2018, prévue du 18 au 24 juin à Nairobi (Kenya), en compagnie du pays organisateur, de la Namibie et du Mozambique. Le groupe A, quant à lui, se compose du Bénin, du Nigeria, du Rwanda et du Cameroun, au moment où le neuvième pays qui devait participer à cette compétition, l'Ouganda, s'est retiré au dernier moment. La sélection algérienne, qui figure actuellement dans le groupe 3 de la Zone Afrique, prend part à cette Coupe Davis avec l'objectif de décrocher une qualification au groupe 2 Europe-Afrique, a indiqué le président de la Fédération algérienne de tennis (FAT), Mohamed Bessaad. «Notre principal objectif sera de composer notre billet pour le groupe 2», avait déclaré le premier responsable de la FAT, en reconnaissant que «la mission ne sera pas facile, face à des nations qui visent le même objectif», mais assurant que «la sélection algérienne jouera ses chances à fond pour atteindre son but». Le «National squad» est composé de Mohamed Hassan, Youcef Rihane, Youcef

Ghezal et Nazim Makhlof, encadré par le capitaine d'équipe Noujim Hakimi, directeur des équipes nationales (DEN) à la FAT. Pour bien préparer ce rendez-vous, les internationaux algériens ont participé à des tournois professionnels en Tunisie, notamment les Futures 22 et Futures 23 à Hammamet. Outre l'Algérie, onze autres nations devaient figurer dans ce groupe 3 (Zone Afrique) de la Coupe Davis 2018, à savoir l'Angola, le Bénin, le Cameroun, le Ghana, le Kenya, la Libye, le Mozambique, la Namibie, le Nigeria, le Rwanda et l'Ouganda. Le Ghana, l'Angola et la Libye étaient les premiers à se retirer, avant que l'Ouganda ne leur emboîte le pas, limitant la participation à seulement huit nations. Les participants ont été repartis en deux poules (A et B). Le vainqueur de la poule A jouera contre le second de la poule B, alors que le premier de la poule B affrontera le second de la poule A. Les deux vainqueurs accéderont au groupe 2 de la Zone Europe - Afrique en 2019. Lors de l'édition 2017 disputée au Caire (Egypte), l'Algérie s'était contentée de la 6^e place au classement général.

Cyclisme/Jeux méditerranéens-2018

L'EN se prépare à Estella en Espagne

LA SÉLECTION algérienne masculine de cyclisme (seniors) a entamé samedi un stage de préparation à Estella en Espagne en vue des Jeux méditerranéens de Tarragone, prévus du 22 juin au 1^{er} juillet, a-t-on appris de la Fédération algérienne de cyclisme (FAC). Conduite par l'entraîneur national, Cherif Merabet, la sélection algérienne, composée de six coureurs, est arrivée vendredi dans l'après-midi à Estella pour prendre part à ce stage de dix jours. «Nous avons entamé ce stage dans de meilleures conditions avec un programme soigneusement tracé en tenant compte cette période de sortie de ramadhan. Nous allons travailler en montant progressivement pour arriver à notre objec-

tif», a déclaré Merabet, joint par téléphone. Lors des Jeux méditerranéens 2013 de Mersin (Turquie), le cyclisme algérien avait arraché une médaille de bronze, œuvre de Hanachi Abdelbasat.

Son transfert au point mort

Riad Mahrez ne voit pas le bout du tunnel

■ L'ailier de charme de Leicester City et de l'équipe nationale, Riad Mahrez, est très remonté contre ses dirigeants qui ne daignent pas boucler son transfert vers Manchester City.



Mahrez aurait souhaité que la direction facilite son départ

Par Mahfoud M.

Cela devait se concrétiser déjà depuis le mercato hivernal de la saison passée, mais les responsables des Foxes avaient repoussé cette offre, bien qu'elle soit très intéressante financièrement parlant. Il faut d'ailleurs rappeler qu'il avait boudé l'équipe et ne s'était pas entraîné pendant un semaine pour protester contre cette manière de faire des dirigeants. Mahrez pensait que les choses seraient plus simples lors de ce mercato d'été, d'autant plus qu'il avait eu une discussion sérieuse avec les dirigeants qui lui avaient expliqué qu'ils allaient lui accor-

der un bon de sortie, à condition d'arriver à un accord avec toute équipe qui désirerait s'attacher ses services, Manchester City dans ce cas. L'Algérien ne verra rien venir, étant donné que les discussions sont toujours au point mort. On croit savoir que les dirigeants des Citizens proposent 60 millions d'euros plus un joueur, à savoir Patrick Robert, alors que ceux de Leicester souhaitent faire augmenter l'offre financière de 15 millions, et donc recevoir 75 millions d'euros. Ils ne comptent pas fléchir et sont prêts à retarder la transaction, même si le manager des Blue Sky, l'Espagnol Pep Guardiola, aurait souhaité en finir avec ce transfert

pour se consacrer à d'autres dossiers de cette période de transferts. Il faut savoir aussi que ce dernier a prévu de débiter les entraînements avec les joueurs non concernés par le Mondial dans dix jours au maximum. Même le joueur est dans l'expectative, lui qui souhaite boucler cette opération pour pouvoir se consacrer de son côté, à la préparation des vacances. C'est dire que la chose ne se présente pas comment l'aurait souhaité l'international algérien qui s'aperçoit que les dirigeants de Leicester n'ont pas tenu parole et se montrent toujours intransigeants même si l'offre qui leur est parvenue est très intéressante.

M. M.

Galatasaray

Une offre de 4,5 millions d'euros pour Bennacer

Galatasaray, champion de Turquie en titre, serait prêt à faire une nouvelle offre de 4,5 millions d'euros pour s'attacher les services du milieu offensif international algérien d'Empoli (Serie A italienne de football) Ismaël Bennacer, croit savoir dimanche le quotidien sportif *Il Corriere dello Sport*. Le club stambouliote s'est déjà vu refuser une première offre estimée à 3 millions d'euros. Empoli a indiqué pour sa part que le

joueur algérien, un des artisans de l'accession du club en Serie A, était «intransférable», même si selon la presse italienne les dirigeants d'Empoli devraient tout de même étudier cette offre. Outre Galatasaray, la formation italienne de la Sampdoria de Gênes a également affiché son désir d'engager l'ancien joueur de la réserve d'Arsenal (Angleterre). Pour sa première saison avec Empoli, qu'il avait rejoint en 2017 pour

un contrat de quatre ans en provenance du FC Tours (Ligue 2 / France), Bennacer aura été l'un des joueurs les plus en vue, avec notamment 39 apparitions (2 buts). Il avait été appelé à la dernière minute en équipe nationale pour la Coupe d'Afrique des nations CAN-2017 qui s'est déroulée au Gabon, en remplacement de Saphir Taïder, forfait pour blessure, sans pour autant jouer la moindre minute.

USM Alger

Thierry Froger officiellement engagé

Le technicien français Thierry Froger (55 ans) est devenu le nouvel entraîneur de l'USM Alger en remplacement de Miloud Hamdi, a annoncé le club pensionnaire de Ligue 1 Mobilis de football sur son site officiel. L'ancien entraîneur du TP Mazembe (RD Congo) a rallié Alger dimanche en vue de la reprise des entraînements prévue dans l'après-midi à partir de 16h00 au stade Omar-Hamadi. Le club algérois était à deux doigts

de conclure avec le technicien bosnien Mecha Bazdarevic, avant que les négociations n'échouent à la dernière minute. Côté recrutement, l'USMA a assuré jusque-là les services de six recrues, en l'occurrence l'attaquant Zakaria Benchaï (engagé en mars dernier, ndr), le défenseur rwandais Emery Bayesenge, le défenseur Mohamed Mezghrani, l'attaquant Aymen Mahious, le défenseur Rayane Hais et le meneur de jeu

Mohamed Bentiba. Les coéquipiers du défenseur international Farouk Chafaï effectueront un stage à Tunis du 23 juin au 4 juillet, avant d'enchaîner avec un second stage à Nairobi (Kenya) du 7 au 16 juillet, en vue du match en déplacement à Kigali le 18 juillet face aux Rwandais de Rayons Sport, dans le cadre de la troisième journée (Gr. D) de la phase de poules de la Coupe de la Confédération africaine (CAF).

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Drogue

Plusieurs arrestations et saisies opérées

PLUSIEURS individus ont été arrêtés avant-hier, en possession de drogue et de psychotropes, dans les wilayas de Tlemcen, Guelma et Oran, par des unités de la Gendarmerie nationale, a indiqué hier un communiqué de ce corps de sécurité. Ainsi, un individu, «en possession de 190 g de kif traité» a été interpellé à bord d'un autocar, par des gendarmes sur la RN.5, reliant les wilayas de Ain Témouchent et Tlemcen. Par ailleurs, les mêmes unités ont interpellé un autre individu dans la commune de Maghnia, «en possession de 195 comprimés de psychotropes», alors que les gendarmes de la

brigade de Béni Ouarsous, ont arrêté, dans la commune de Remchi, un individu «en possession de 100 g de kif traité». En outre, dans la wilaya de Guelma et lors d'une patrouille, les gendarmes de la brigade de Bordj Sabat ont interpellé un individu «en possession de 244 comprimés psychotropes de différentes marques». Le même jour, dans la wilaya d'Oran et en vertu d'un mandat de perquisition, les gendarmes ont interpellé à Arzew 3 individus suspects et saisi dans le domicile de l'un d'eux «une quantité de 183 comprimés de psychotropes et 55 g de kif traité».

M. Z.

Accident de la route à Tizi-Ouzou

Un mort et deux personnes grièvement blessées

UNE PERSONNE est décédée et deux autres ont été grièvement blessées, hier, dans un accident de la route survenu sur la RN12 à hauteur de la commune d'Azazga (35 km à l'Est de Tizi Ouzou), avonous appris auprès de la Protection civile. L'accident s'est produit vers 6h25, quand un conducteur a

perdu le contrôle de son véhicule avant de dérapier, causant le décès d'un jeune de 26 ans et des blessures graves à deux autres jeunes âgés de 23 et 29 ans. Les éléments de la Protection civile ont transféré les deux blessés et le corps sans vie de la victime décédée vers l'hôpital d'Azazga.

Hamid M.

Industrie du ciment

GICA veut exporter jusqu'à 1,5 million de tonnes en 2018

LE GROUPE industriel des ciments d'Algérie (GICA) ambitionne d'exporter entre 1 et 1,5 million de tonnes de sa production au cours de cette année, a indiqué hier le ministère de l'Industrie et des Mines dans un communiqué. A cet effet, le groupe vient de conclure un accord avec un partenaire étranger, pour l'exportation de 30 000 tonnes de ciment à travers sa filiale SODISMAC. GICA est, par ailleurs, en discussion avec des partenaires étrangers pour l'exportation d'autres produits? à l'instar du calcaire et du gypse, selon la même source. Ces quantités seront exportées à partir du port d'Arzew (ouest du pays) et celui de Djendjen (est du pays). Aussi, le ministère de l'Industrie et des Mines a-t-il réitéré sa disponibilité à aider et à accompagner les opérateurs activant dans ce segment afin de réussir le défi de l'exportation. Pour rappel, le groupe GICA avait exporté, au

cours du mois de mai dernier, 45 000 tonnes de clinker au titre d'un contrat portant sur une quantité globale de 200 000 tonnes. En 2017, le groupe avait enregistré une production record de ciment de près de 14 millions de tonnes contre 12,6 millions de tonnes en 2016. Grâce à ses douze cimenteries, GICA a ainsi connu son troisième record consécutif, dépassant ses prévisions pour 2017 qui tablaient sur une production de 13,2 millions de tonnes de ciment. L'Algérie produit actuellement plus de 25 millions de tonnes de ciment par an et prévoit d'atteindre 40 millions de tonnes/an à l'horizon 2020. Avec ces opérations d'exportation, l'Algérie est ainsi passée d'un grand importateur de ciment à un pays exportateur, grâce à la politique tracée par les pouvoirs publics, qui a permis le développement d'une véritable industrie cimentière.

K. B.

Mali

Une femme d'affaires se lance dans la course à la présidentielle

UNE FEMME d'affaires malienne, Kanté Diébou Ndiaye, s'est lancée hier dans la course à l'élection présidentielle du 29 juillet, où elle affrontera une vingtaine d'hommes. Pour sa part, un ancien Premier ministre (avril 2014-janvier 2015) du président sortant Ibrahim Boubacar Keïta, Moussa Mara, qui avait annoncé sa candidature en avril, s'est désisté ce week-end pour «donner une véritable chance à l'alternance». «Je suis candidate

parce que je suis révoltée. Les hommes qui sont là ne pensent qu'à eux-mêmes, pas au pays», a déclaré M^{me} Ndiaye, 55 ans, alors que les principaux candidats, dont M. Keïta, se mettent en ordre de marche, à moins de trois semaines de l'ouverture de la campagne officielle, le 7 juillet. Jusqu'ici peu connue du grand public, active notamment dans le secteur immobilier, M^{me} Ndiaye a fait fortune en Centrafrique, où elle était proche de l'an-

ci président François Bozizé et de son épouse, a-t-elle précisé. Rentrée au Mali il y a une dizaine d'années, elle se dit «préoccupée» par la condition de ses «sœurs maliennes». «Les femmes au Mali sont isolées parce qu'éloignées de la politique. Or, aujourd'hui, il n'y pas de différence entre un homme et une femme. Ce que l'homme peut faire, la femme peut le faire».

S. Y.

B. M.

L'internet sera coupé durant les épreuves du Bac



Loumis

Djalou@hotmail.com

Résolution des conflits par la médiation

Messahel au Forum d'Oslo

Le ministre des Affaires étrangères, Abdelkader Messahel, prendra part, à partir d'aujourd'hui, à la 16^e édition du Forum d'Oslo qui a pour objectif de «contribuer à la promotion de la médiation et de la diplomatie préventive pour la résolution des conflits», selon un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

Par Lynda N.

L'édition de cette année, qui enregistrera la participation, entre autres, du secrétaire général des Nations unies, d'anciens chefs d'Etat, de ministres des Affaires étrangères, de médiateurs et de chercheurs, examinera durant deux jours de «nombreuses situations de conflit, notamment au Mali et

en Libye», précise-t-on de même source. Pour rappel, la 15^e édition de ce forum a eu lieu en Norvège les 13 et 14 juin 2017 sous le thème «La construction de la paix dans une nouvelle ère géopolitique». Plus d'une centaine de personnalités du secteur de la médiation et de la construction de la paix, comptant parmi les plus influentes au monde, y ont notamment débattu sur les voies et moyens d'en-

courager les grandes puissances à aligner leurs intérêts afin de promouvoir la paix. Institué depuis 2003, le Forum d'Oslo est organisé conjointement par le ministère des Affaires étrangères norvégien et le Centre «Humanitarian Dialogue» ou «Centre pour le dialogue humanitaire», une organisation de médiation et de diplomatie privée qui a son siège en Suisse.

L. N.

Circulation routière en zones urbaines

13 morts et 192 autres blessés

13 personnes ont trouvé la mort et 192 autres ont été blessées dans 105 accidents de la route survenus au niveau des zones urbaines durant la semaine dernière qui coïncidait avec l'Aid el Fitr, a indiqué hier un bilan des services de la Sûreté nationale. Le facteur humain demeure la principale cause des accidents de la route en sus d'autres facteurs liés à l'état des véhicules et à l'environnement, a ajouté la même source. A cet effet, la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) appelle

les usagers de la route à faire preuve de prudence et de vigilance, à respecter le code de la route et à éviter l'excès de vitesse, sans oublier de soumettre les

véhicules à un contrôle régulier pour préserver les vies humaines et la sécurité des usagers de la route.

Z. R.

Relizane

Deux morts et un blessé dans un accident de la circulation

DEUX PERSONNES ont trouvé la mort et une autre a été blessée dans un accident de la route, survenu avant-hier soir dans la daïra

de Djidioua (wilaya de Relizane), ont indiqué hier les services locaux de la Protection civile.

L'accident s'est produit au niveau du CW n° 7 au lieu-dit «Douar Belkaid», dans la commune d'Ouled Sidi Mihoub, suite à la collision d'un véhicule utilitaire et d'une moissonneuse-batteuse. L'accident a causé la mort d'une personne, âgée de 39 ans, alors que son fils, âgé de 10 ans, a rendu l'âme au CHU d'Oran où il a été évacué. Un jeune de 22 ans a été également blessé. Les services de la Gendarmerie nationale ont ouvert une enquête sur les circonstances de ce drame de la route.

B. M.